

ANTICIPER LES DEFIS ELECTORAUX EN AFRIQUE EN 2025 :

UNE APPROCHE PROACTIVE DE LA GESTION DES RISQUES POLITIQUES AVEC ASCOMA

En 2025, plusieurs pays d'Afrique francophone, dont le Gabon, la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Centrafrique, et la Tanzanie, se préparent à organiser des élections présidentielles. S'il est indubitable que ces échéances démocratiques sont essentielles pour le développement politique, l'histoire a montré que les élections en Afrique peuvent parfois engendrer (au mieux) des incertitudes ou (au pire) des crises, susceptibles d'affecter la stabilité économique et la continuité des affaires sur une durée indéterminée. Ainsi, pour les entreprises opérant dans ces pays, adopter une gestion proactive des risques est crucial pour protéger leurs Actifs, sécuriser leurs résultats, assurer leur résilience et garantir à la pérennité de leurs activités.

Le risk management comme « levier de résilience » pour l'entreprise

La gestion des risques est un processus structuré visant à identifier, analyser et atténuer les menaces potentielles qui pourraient affecter une organisation. Les étapes clés de cette démarche à forte valeur stratégique incluent :

- 1. Identification des risques :** cette première étape vise à recenser les menaces potentielles susceptibles d'affecter l'entreprise, qu'elles soient externes (politique, économique, environnemental ou technologique) ou interne (organisation, compétence, procédures, ...).
- 2. Analyse des risques :** il s'agit ensuite d'évaluer la probabilité de survenance de chaque risque et son impact potentiel sur les opérations de l'entreprise. Cette analyse permet de prioriser les risques en fonction de leur gravité.
- 3. Contrôle des risques :** A ce niveau, l'entreprise doit définir et déployer des mesures préventives pour réduire la probabilité de survenance des risques identifiés ou atténuer leurs impacts. Cela peut inclure des dispositions aussi diverses que la formation des équipes, l'automatisation de processus, la diversification des fournisseurs, la mise en œuvre de contrôles opérationnels, etc...
- 4. Financement des risques :** L'entreprise devra inévitablement anticiper des ressources financières pour couvrir les pertes éventuelles liées à la matérialisation de certains risques. Cela peut passer par la constitution de réserves financières ou la souscription à des polices d'assurance spécifiques.
- 5. Gestion des incidents :** Enfin, le risque zéro n'existant pas, une entreprise rigoureuse dans la gouvernance de ses risques établira des procédures claires pour réagir efficacement en cas de réalisation d'un risque (situation d'incident, voire de

crise), afin de minimiser les perturbations et de faciliter un retour rapide à la normale.

Ce cadre méthodologique de gestion des risques permet aux entreprises de naviguer dans des environnements incertains en anticipant et minimisant les impacts négatifs potentiels des incidents. Ainsi, bien qu'elle ne puisse garantir dans l'absolu la pérennité de l'entreprise, cette démarche joue un rôle essentiel dans le renforcement de sa résilience.

Enjeux des élections (en Afrique) : conséquences et leçons du passé

Les périodes électorales en Afrique et même ailleurs ont parfois été marquées par des tensions et des crises ayant entraîné des répercussions significatives sur l'environnement social et économique du pays et nécessairement impacté les entreprises. A titre d'exemple, la crise post-électorale en Côte d'Ivoire entre 2010 et 2011 a entraîné des pertes estimées à plus de 200 milliards de FCFA pour les entreprises, en raison de violences et d'instabilités politiques. De même, au Kenya, les violences électorales de 2007 ont coûté près de 3 milliards de dollars à l'économie nationale, affectant gravement les secteurs du tourisme, de l'agriculture et du commerce.

Selon un rapport de 2016, sur une période de dix ans, 17 situations de violences post-électorales majeures ont été recensées en Afrique, affectant gravement les économies locales et régionales.

Aussi, l'instabilité politique et les troubles civils consécutifs à des élections peuvent conduire certaines entreprises à la faillite ou au redressement judiciaire. C'est ainsi que toujours lors de la crise post-électorale en Côte d'Ivoire, de nombreuses PME ont dû cesser leurs activités en raison de l'insécurité et de la destruction de leurs infrastructures. Plus récemment, l'annonce du report de l'élection présidentielle de 2024 au Sénégal, à quelques semaines du scrutin, a plongé le pays dans un climat d'incertitude et de troubles entraînant des pertes financières significatives pour les entrepreneurs et mettant certaines entreprises en grandes difficultés (rupture de chaînes d'approvisionnement, arrêt des investissements, ...).

Et si l'Afrique semble particulièrement exposée, d'autres régions du monde ne sont pas épargnées. Ainsi, au Venezuela, la contestation du scrutin présidentiel de 2018 a contribué à une paralysie économique prolongée, avec des conséquences dramatiques pour les entreprises locales comme internationales, dont plusieurs ont quitté le pays (cas de General Motors, Kellogg's) ou déclaré faillite. De même, en Thaïlande, la crise politique post-électorale de 2014 a provoqué un gel des investissements étrangers et un effondrement temporaire de l'activité touristique, impactant sensiblement l'économie nationale. Plus récemment, les États-Unis ont eux aussi été confrontés à des turbulences inédites : les contestations massives ayant suivi l'élection présidentielle de 2020 ont

culminé avec les événements du Capitole, illustrant que même les démocraties les plus établies ne sont pas à l'abri de troubles politiques pouvant impacter la stabilité économique et opérationnelle des entreprises.

Dans un registre différent mais tout aussi révélateur, la France a connu, au lendemain des élections de 2017 et en réaction à certaines réformes politiques, un mouvement social d'ampleur avec les « Gilets jaunes ». Bien qu'il ne s'agisse pas directement de violences électorales, ces manifestations d'ampleur et durée inédites ont mis en lumière la fragilité du climat socio-politique post-électoral et son impact potentiel sur l'économie, notamment via la casse, les pillages, les fermetures de commerces et les pertes d'exploitation.

Ces quelques exemples illustrent l'importance pour les entreprises d'avoir une vision holistique des risques menaçant leurs écosystèmes et notamment d'anticiper les risques liés aux échéances électorales en se préparant adéquatement pour en atténuer les impacts. Ainsi, dans une année d'élection présidentielle, l'entreprise résiliente, i.e. celle qui résistera le mieux à tout choc post-électoral, est celle qui aura su intégrer les risques politiques dans sa planification stratégique afin de prévenir des conséquences potentiellement désastreuses.

Intégrer les risques électoraux dans la stratégie de gestion des risques d'entreprise

Avant tout il est nécessaire d'acquérir la meilleure connaissance possible des situations de crises électorales. Bien que les crises passées ne prédisent pas nécessairement celles à venir, l'analyse des différents cas de troubles post-électoraux et des conséquences subies par les entreprises constitue un exercice préparatoire essentiel pour mieux appréhender les éventualités et accroître l'efficacité de son plan d'action. Ensuite et plus concrètement, pour se prémunir contre les aléas liés aux périodes électorales, les entreprises peuvent adopter et combiner plusieurs approches :

- **Plans de continuité d'activité (PCA) :** Ces plans détaillent les procédures à suivre pour maintenir les opérations essentielles en cas de perturbation. Ils incluent des stratégies telles que le télétravail, la relocalisation temporaire des activités ou la diversification des fournisseurs pour pallier les interruptions potentielles.
- **Simulations de crise :** Organiser des exercices de simulation permet de tester la réactivité des équipes face à divers scénarios de crise, d'identifier les faiblesses des plans existants et d'apporter les ajustements nécessaires pour renforcer la résilience organisationnelle.
- **Assurances dédiées :** Souscrire à des polices d'assurance couvrant les risques politiques peut offrir une protection financière contre les pertes liées à des

événements électoraux imprévus, tels que les émeutes, les actes de vandalisme ou les changements réglementaires soudains.

L'atout Ascoma : courtier conseil expert en gestion des risques en Afrique

En tant que leader du courtage en assurance sur le continent africain, Ascoma possède une connaissance approfondie des spécificités locales et des défis auxquels les entreprises sont confrontées. Notre approche globale de la gestion des risques comprend notamment :

- **Une analyse approfondie des risques** : Ascoma évalue les menaces potentielles spécifiques à chaque pays et secteur d'activité, en tenant compte des contextes politiques, économiques et sociaux propres à chaque région.
- **Des programmes de formation et de sensibilisation** : Via son académie pour la Gouvernance et la Gestion des Risques (A2GR), Ascoma propose des ateliers et des sessions de formation pour aider les entreprises à développer leurs capacités à mieux comprendre, piloter et maîtriser leurs risques et opérer en conformité avec les principales réglementations.
- **Des solutions d'assurance sur mesure** : en coopération avec ses partenaires assureurs, Ascoma met en place des polices adaptées aux besoins particuliers de chaque entreprise, incluant des couvertures pour les risques politiques, les pertes d'exploitation et les dommages matériels. A noter que depuis le 1^{er} janvier 2025, une nouvelle police d'assurance « Violence Politique, Terrorisme et Sabotage » en zone CIMA a été mise en place pour répondre à l'augmentation significative des crises politiques et des violences dans la région. Elle permet une meilleure couverture des pertes matérielles et économiques des entreprises et des investisseurs en prenant en compte le risque pays dans la tarification.

En définitive, tout chef d'entreprise avisé ne peut que souscrire aux propos de Louis Pasteur : " le hasard ne favorise que les esprits préparés ". En d'autres termes, l'anticipation et la gestion des risques sont cruciales pour les entreprises opérant en Afrique, en particulier en période électorale.

Ascoma, grâce à son expertise et à sa présence locale, se positionne comme un partenaire clé et fiable pour transformer les défis des entreprises en opportunités en facilitant la maîtrise de leurs risques, notamment ceux issus des incertitudes politiques. En effet, depuis plus de 70 ans **Ascoma a assurément l'Afrique au cœur** de sa mission, en se mettant résolument **au service des entreprises africaines et des économies du continent. A travers une offre de services d'assurance adaptée, le groupe protège les**

acteurs économiques, soutient leur développement et renforce durablement leur résilience.

Sources :
Côte d'Ivoire/Les élections de 2025 conduiront-elles à une seconde crise post-électorale aux conséquences douloureuses pour les entreprises ? - Afriquematin.net
Les violences au Kenya menacent l'économie de la région Les Echos
Mise en place d'une nouvelle police d'assurance contre les violences politiques, le terrorisme et le sabotage dans la zone CIMA – 221 Assurances – Site d'information de l'Assurance au Sénégal et en Afrique
Dix ans de troubles post-électorales en Afrique
Au Venezuela, le signal de détresse des industriels Les Echos
Thaïlande: le secteur du tourisme affecté par la crise politique